

ar19 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public  
MR/CG

N° 002087/2025 R.A.

SONORISATION SUR LA  
VOIE PUBLIQUE

**Chemin de la Chapelle  
5 et 10 Km de Bel Air**

**PUBLIÉ LE 22 DEC. 2025**

**PUBLIÉ LE 23 DEC. 2025**

## **ARRÊTÉ**

### **LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 alinéa 2 et L 2212-5, portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012, relatif à la lutte contre les nuisances sonores, notamment l'article 3, 4ème point, concernant la production de musiques électroacoustiques,

VU la demande formulée par l'ACS en date du 5 novembre 2025 concernant l'organisation des « 5 et 10 Km de Bel Air »,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de contrôler l'émission de bruits dans les lieux accessibles au public afin d'en limiter l'intensité et l'utilisation dans le temps,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** – A l'occasion des « 5 et 10 Km de bel air », une sonorisation est autorisée sur le chemin de la Chapelle:

**Le 1<sup>er</sup> février 2026 de 08h00 à 14h00**

**ARTICLE 2** - Les émissions seront d'une intensité modérée afin de ne pas troubler la tranquillité publique. Les annonces ne devront pas excéder une minute et ne comporteront aucune publicité commerciale.

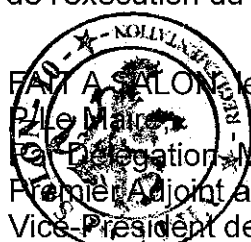
**ARTICLE 3** - Ces autorisations pourront être retirées à tout moment en cas de trouble à la tranquillité publique.

**ARTICLE 4** - Le pétitionnaire doit acquitter une redevance fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024.

**Frais de gestion : 10€ + Petite électricité : 5,10€**

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 6** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

  
Fait à Salon de Provence  
Le 22/12/2025  
Le Maire  
Le Délégué Michel ROUX  
Premier Adjoint au Maire  
Vice-Président de la Métropole

**09 DEC. 2025**